

Working Group I

Working Document 21

Groupe de travail I « Subsidiarité »

Du :	Secrétariat
Aux :	Membres du groupe de travail I "Subsidiarité"
Objet :	Copie d'une lettre de M. Chabert à M. Mendez de Vigo

Les membres du groupe de travail I de la Convention sur la subsidiarité trouveront ci-joint copie de la lettre que de M. Chabert a adressé à M. Mendez de Vigo sur le projet de conclusions du groupe (WD 19, du 17 courant).

Bruxelles, le 17 septembre 2002

Monsieur I. MENDEZ de VIGO
Président du groupe de Travail I
sur la subsidiarité
Convention
Rue de la Loi, 170
1040 Bruxelles

X1/s7/2002/156

Monsieur le Président,

Objet: Subsidiarité

Référence: WD 019 du 17.09.02.

C'est avec beaucoup d'intérêt que j'ai pris connaissance de votre projet de rapport final, qui reflète assez fidèlement nos échanges de vue de ce 9 crt.

Permettez-moi cependant de faire encore quelques observations.

L'instauration du mécanisme d'alerte précoce (early warning) de la part de parlements nationaux en tant que contrôle politique ex-ante me semble intéressante, mais il ne faudrait pas - comme je l'avais déjà mentionné dans ma lettre du 5 août 2002 - qu'un seul parlement national, quel qu'il soit, puisse ralentir, voire bloquer le processus législatif de l'UE. Il y a, me semble-t-il, consensus sur ce point. Il a été précisé même qu'il faudrait un nombre significatif et le chiffre d'un tiers a été mentionné. Quant à moi je proposerais à nouveau d'introduire la condition que le législateur européen (Commission, Conseil, Parlement) devrait revoir sa copie seulement si la moitié au moins des parlements nationaux représentant au moins la moitié de la population de l'UE fait connaître ses objections en-déans les 6 semaines de la publication de la proposition de loi (directive p.ex.) de la Commission.

Il faudrait à mon avis également retenir le principe général que les parlements régionaux peuvent à cet effet se substituer aux parlements nationaux lorsque le projet d'acte législatif concerne des matières pour lesquelles les régions à pouvoir législatif ont la compétence (exclusive).

Je prends acte du fait que le Comité des régions dispose déjà à l'heure actuelle de cette faculté en vertu de son pouvoir consultatif. Il peut lui aussi introduire un avis motivé.

Enfin, je note avec satisfaction qu'il est accordé au Comité des régions la faculté d'intervenir non seulement ex ante mais également ex-post, en lui conférant la possibilité de porter plainte devant la Cour de Justice de l'UE pour non respect du principe de subsidiarité, au même titre que les autres institutions de l'UE.

Veuillez agréer, Monsieur le Président, l'assurance de ma considération très distinguée.

J. CHABERT